

Face à la dérive autoritaire, Imposer une véritable protection sanitaire !
(Communiqué du NPA 65)

Etat d'urgence sanitaire, nouvelles mesures liberticides... Le gouvernement continue de faire ce qu'il a toujours fait, à savoir privilégier la sauvegarde des profits au dépend de nos vies. Ce nouveau « confinement » où l'on continue d'aller au boulot ne peut nous protéger efficacement de la pandémie, d'autant qu'il s'inscrit dans une logique toujours plus autoritaire. Il faut réagir !

Contrôler, surveiller... et travailler !

Dans ce nouveau scénario catastrophe, c'est avant tout notre vie sociale qui est confinée. D'un côté, nous sommes contraints pour des motifs sanitaires de restreindre nos libertés fondamentales, de l'autre nous sommes amenés à jouer à la roulette russe avec nos vies en se rendant sur nos lieux d'études, de travail, principaux lieux de contamination. La seule vraie liberté resterait donc celle d'aller travailler à tout prix !

Amendes salées pour les contrevenantEs, renforcement des dispositifs de contrôle policier, dont les premières victimes seront inévitablement les habitantEs des quartiers populaires, les précaires, les sans-papiers... Bref, on normalise et pérennise un arsenal de mesures et de pratiques d'assujettissement et de contrôle social qui dessinent les contours d'un état d'urgence sécuritaire permanent.

Pour une véritable protection sanitaire !

Loin d'être une fatalité, ce confinement « nouvelle mouture » est la conséquence logique d'une absence totale de stratégie sanitaire. Derrière le « blabla » bienveillant, aucune politique cohérente de dépistage, aucun protocole strict dans les entreprises, les écoles, dans les transports, notamment en matière de jauge ou de distanciation... Quant aux services hospitaliers dédiés, ils sont déjà en grande partie saturés, et les personnels épuisés souffrent des pénuries de matériels, au péril de leur vie. Rien de

surprenant puisqu'aucune politique de santé publique n'a été sérieusement élaborée, planifiée, afin d'anticiper le rebond prévu de la pandémie.

Il y a urgence à opposer de véritables mesures de protection sanitaire, mettre un coup d'arrêt à la gestion en flux tendus et à la marchandisation de la santé. Pour cela il faut embaucher massivement des personnels de santé, les former, engager une revalorisation salariale de 300 euros pour toutEs, assortie d'une réduction du temps de travail. Il faut également investir dans l'achat de matériel, ouvrir des lits, réquisitionner les cliniques privés. L'ensemble de la population, en priorité les personnes les plus démunies, les plus fragiles, doit pouvoir disposer gratuitement de masques.

MasquéEs mais pas museléEs !

Les contraintes imposées par le confinement conjuguées à la peur légitime suscitée par la reprise de la pandémie ne facilitent pas la mobilisation. Pourtant il y a enjeu majeur à continuer de faire de la politique, de nous faire entendre. Il faut par tous les moyens possibles, en nous protégeant, rendre visibles nos colères, imposer des mesures d'urgence sanitaire en stoppant la politique du pouvoir qui n'a aucune vocation à nous préserver du virus mais juste à maintenir le système capitaliste à flot. Notre camp social, le mouvement ouvrier, ne doivent pas laisser le champ de la défense des libertés, aux complotistes, réactionnaires ou fascistes de tous poils, qui partout en Europe sont déjà à la manœuvre dans une énième imposture.

Des appels unitaires à manifester, venus des personnelEs soignants, émergent déjà dans plusieurs villes dès ce samedi 7 novembre, et la colère commence à s'organiser dans les établissements scolaires... Cela peut constituer une étape pour imposer une véritable protection sanitaire pour touTEs dans lequel d'autres formes de réduction des interactions sociales et de protection collective, s'appuyant sur notre propre organisation et non sur la coercition et la privation des libertés, pourraient avoir toute leur place !

Le NPA65, Tarbes, mercredi 4 novembre 2020